

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/341
13 septembre 2011

(11-4394)

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPILATION DES SOURCES CONCERNANT LES BONNES PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES

Note d'information du Secrétariat¹

Lors du cinquième examen triennal de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (ci-après "l'Accord OTC"), qui a eu lieu en novembre 2009, les délégations ont convenu, entre autres choses, de dresser une liste de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques réglementaires en tenant compte de l'expérience des Membres et des travaux pertinents déjà réalisés par d'autres organisations.² La présente note a pour objet de dresser une première liste, non exhaustive, des sources concernant les bonnes pratiques réglementaires, y compris des lignes directrices, lorsqu'elles existent. On y trouvera également un résumé des renseignements tirés des communications des Membres et des discussions tenues à ce jour dans le cadre du Comité OTC au sujet des bonnes pratiques réglementaires.

Les Membres sont invités à apporter des contributions à la présente note, y compris en indiquant d'autres références utiles (Section 2) et/ou en mettant à jour le résumé des renseignements contenus dans la Section 3.³

I. INTRODUCTION

1. D'importants échanges de renseignements sur les bonnes pratiques réglementaires ont eu lieu au sein du Comité OTC de l'OMC. Ce sujet a été traité lors des cinq examens triennaux de l'Accord OTC et lors d'un atelier sur les bonnes pratiques réglementaires tenu les 18 et 19 mars 2008.⁴ En outre, des renseignements d'ordre général figurent dans trois notes du Secrétariat, dont une récente sur la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation.⁵

2. Dans le contexte des discussions du Comité OTC, les termes "bonnes pratiques réglementaires" sont utilisés pour décrire la mise en œuvre de l'Accord OTC sur le plan pratique. L'accent est mis sur la meilleure *manière* d'appliquer les dispositions de l'Accord pour atteindre un objectif donné. Le recours à des pratiques optimales permettant une mise en œuvre effective de

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² G/TBT/26, paragraphe 11 a).

³ Ces renseignements peuvent être communiqués au Secrétariat de l'OMC par courrier électronique à Mme Una Flanagan (una.flanagan@wto.org).

⁴ Un rapport résumé de l'atelier OTC de l'OMC sur les bonnes pratiques réglementaires figure dans le document G/TBT/W/287.

⁵ Note d'information pour la préparation du quatrième examen triennal (JOB(05)/107, 14 juin 2005), Bonnes pratiques réglementaires (JOB(08)/7, 22 février 2008) et Coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation (JOB/TBT/10, 18 mai 2011), respectivement.

l'Accord est considéré comme un moyen important d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

3. Les efforts faits au niveau multilatéral pour traiter les politiques réglementaires des gouvernements ne se rapportent pas seulement à l'Accord OTC, ni même au commerce international. En effet, la notion de "réforme réglementaire"⁶, telle qu'on l'entend dans le contexte des discussions du Comité sur les bonnes pratiques réglementaires, est une notion très vaste qui a trait à un grand nombre de domaines réglementés par les pouvoirs publics, y compris, par exemple, la lutte contre la corruption. Afin de ne pas exclure d'entrée de jeu des renseignements qui pourraient être utiles aux délégations dans le contexte précis du Comité OTC de l'OMC, les sources énumérées ci-après peuvent également couvrir des domaines ayant trait à la réforme réglementaire au sens large.

II. ORGANISATIONS

APEC	<p>L'APEC a joué un rôle actif dans la promotion de bonnes pratiques réglementaires depuis 1989. Deux comités de l'APEC ont été très importants à cet égard. Le Comité économique de l'APEC se charge de recenser les principes et procédures qui sont à la base de bonnes pratiques réglementaires. En outre, le Sous-Comité sur les normes et la conformité du Comité du commerce et de l'investissement analyse le rôle des bonnes pratiques réglementaires dans le renforcement de la mise en œuvre des règles de l'OMC et dans la réduction des obstacles non nécessaires au commerce. On trouvera ci-après une illustration de certaines des autres étapes importantes des travaux de l'APEC sur les bonnes pratiques réglementaires.</p> <p>1999: L'approbation par les dirigeants de l'APEC des principes de l'APEC visant à renforcer la concurrence et à réformer la réglementation a fait ressortir l'importance de notions telles que la non-discrimination, la transparence et la responsabilisation dans l'élaboration et la mise en œuvre de la réglementation.</p> <p>2000: Les membres de l'APEC ont donné leur aval à l'Initiative de coopération APEC-OCDE sur la réforme réglementaire. Dans ce contexte, il a été reconnu que la réforme réglementaire était un élément indispensable pour rendre les marchés plus ouverts et plus compétitifs et un moteur essentiel en faveur de l'efficacité économique et du bien-être des consommateurs.</p> <p>2001: Le SCSC a été prié, dans le cadre du programme d'action d'Osaka de lancer des initiatives en vue d'améliorer les programmes en matière de réglementation et les processus d'élaboration de normes et de promouvoir l'adoption de normes facultatives et obligatoires plus transparentes et mieux alignées.</p> <p>2004: La Déclaration des dirigeants sur la mise en œuvre des normes de l'APEC concernant la transparence a défini des lignes directrices pour accroître l'ouverture, l'accessibilité et la participation en ce qui concerne les lois, réglementations et décisions.</p> <p>2005: Approbation par l'APEC de la liste de références communes APEC-OCDE sur la réforme de la réglementation – un instrument d'auto-évaluation incorporant des questions ayant trait à la qualité de la réglementation, à la politique de concurrence et à l'ouverture des marchés. Le Groupe de la politique de la concurrence et de la déréglementation de l'APEC et le Programme horizontal de l'OCDE sur la réforme réglementaire ont travaillé en étroite collaboration à la préparation de cette liste commune.</p>
-------------	---

⁶ L'OCDE définit cette notion comme étant les "modifications tendant à améliorer la qualité de la réglementation, c'est-à-dire à améliorer les résultats des réglementations et des formalités administratives connexes ou leur efficacité par rapport à leurs coûts. La réforme peut consister en la révision d'une seule réglementation, en le démantèlement et la reconstruction d'un régime réglementaire tout entier et de ses institutions ou en l'amélioration des procédures d'élaboration des réglementations et de gestion de la réforme. Réforme réglementaire: synthèse, OCDE, Paris, 1997, page 6 (Encadré 1).

APEC (suite)	<p>2011: La 6^{ème} Conférence du SCSC sur les bonnes pratiques réglementaires s'est tenue à Washington D.C. Cette conférence a passé en revue les expériences de différents pays concernant la mise en œuvre de bonnes pratiques réglementaires, afin de permettre un échange d'idées et d'encourager l'ouverture de nouvelles perspectives pour faire progresser la notion de bonnes pratiques réglementaires. Les membres du SCSC sont aussi convenus que les données issues de cette conférence seraient utilisées pour s'acquitter du mandat du SCSC, tel que défini dans sa version révisée de 2009 sur l'actualisation et la révision des "notes d'information du SCSC sur les bonnes pratiques concernant les règlements techniques (2000)", "Directives pour l'élaboration, l'adoption et l'examen des réglementations techniques (1996)" et "Principes et caractéristiques des bonnes pratiques en matière de règlements techniques (2000)".</p> <p>http://www.apec.org/Home/Groups/Committee-on-Trade-and-Investment/Sub-Committee-on-Standards-and-Conformance</p>	
	2011	<p>6^{ème} Conférence sur les bonnes pratiques réglementaires</p> <p>http://aimp.apec.org/MDDDB/Pages/search.aspx?setting=ListMeeting&DateRange=2011/03/01%2C2011/03/end&Name=6th%20Conference%20on%20Good%20Regulatory%20Practice%202011</p>
	2005	<p>Liste de références communes APEC-OECD sur la réforme de la réglementation</p> <p>http://www.oecd.org/dataoecd/41/9/34989455.pdf</p>
	2000	<p>Information Notes on Good Practice for Technical Regulation (notes d'information sur les bonnes pratiques concernant les règlements techniques)</p> <p>http://www.jisc.go.jp/eng/apec-asec/pdf/grp_info.pdf</p>
ASEAN	<p>La promotion des bonnes pratiques réglementaires fait partie intégrante du programme de travail du Comité consultatif de l'ASEAN sur les normes et la qualité (ACCSQ). Ce comité a pour objectif d'améliorer la cohérence et la transparence des règlements techniques, de façon à réduire les obstacles non nécessaires au commerce.</p> <p>On trouvera des renseignements sur les travaux de l'ASEAN en matière de bonnes pratiques réglementaires à l'adresse suivante:</p> <p>http://www.aseansec.org/4951.htm</p>	
	2009	<p>Guide de l'ASEAN sur les bonnes pratiques réglementaires</p> <p>http://www.aseansec.org/22487.pdf</p>
	2005	<p>Lignes directrices de l'ASEAN sur les politiques en matière de normes et de conformité</p> <p>http://www.aseansec.org/20531.pdf</p>

Banque mondiale	<p>Le programme <i>Une meilleure réglementation au service de la croissance</i> est une initiative des services de conseil sur le climat de l'investissement de la Banque mondiale (en partenariat avec le Département du développement international du Royaume-Uni et le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas). Il a pour objectif de formuler des orientations et de créer des outils qui aideront les pays en développement à entreprendre des programmes de réforme réglementaire. En particulier, il vise à améliorer le climat de l'investissement et l'environnement réglementaire dans les pays en développement, afin de favoriser la croissance économique et l'investissement privé, et de lutter contre la pauvreté. L'un des éléments centraux du programme est le rassemblement des données d'expériences et des enseignements tirés des initiatives en matière de gouvernance réglementaire menées dans les pays en développement, en vue d'offrir de meilleures bases aux réformes futures. Le programme vise également à adapter et à appliquer aux pays en développement les bonnes pratiques existantes en matière de réforme réglementaire, telles que les pratiques relevant du programme de réforme réglementaire de l'OCDE. Par exemple, une étude a porté sur l'adaptation des bonnes pratiques de l'OCDE en matière d'analyse d'impact de la réglementation (RIA) aux besoins et aux contraintes des pays en développement, et a conduit à la création de l'approche appelée "RIA Light". Un certain nombre de documents d'orientation et de lignes directrices (sur des indicateurs de qualité de la réglementation, le RIA et d'autres mécanismes d'examen de la réglementation), ainsi que des études de cas concernant des réformes réglementaires, ont vu le jour dans le cadre de ce programme.</p> <p>On trouvera de plus amples renseignements sur ces travaux, ainsi que d'autres documents pertinents à l'adresse suivante: https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/regulatory-simplification/business-regulation/better-regulation-for-growth/brg.cfm</p>
2010	Regulatory Quality Indicators (Indicateurs de la qualité de la réglementation) https://www.wbginvestmentclimate.org/uploads/OverviewRegulatoryQualityIndicators.pdf
2010	Making it Work: 'RIA Light' for Developing Countries (Pour que ça fonctionne: la "RIA light" pour les pays en développement) http://www.wbginvestmentclimate.org/uploads/RIALightNov2009.pdf
2010	Tools and Approaches to Review Existing Regulations (Outils et méthodes pour l'examen des réglementations existantes) https://www.wbginvestmentclimate.org/uploads/BRGTools.pdf
2010	Regulatory Governance in Developing Countries (La gouvernance réglementaire dans les pays en développement) https://www.wbginvestmentclimate.org/uploads/RegulatoryGovinDevCountries.pdf
2009	Lessons for Reformers: How to Launch, Implement and Sustain Regulatory Reform (Enseignements pour les réformateurs: comment entreprendre, mettre en œuvre et maintenir une réforme réglementaire) http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/AttachmentsByTitle/FIAS_CaseStudies_Lessonsforreformers/\$FILE/Lessonsforreformers.pdf
2008	Project-Level Indicators (Indicateurs relatifs aux projets) https://www.wbginvestmentclimate.org/uploads/ProjectLevelIndicators.pdf

CEE/ONU	<p>Le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation de la CEE/ONU (Groupe de travail 6) est un groupe intergouvernemental d'experts chargé d'élaborer des recommandations et de définir des bonnes pratiques sur diverses questions de politique concernant les règlements techniques, la normalisation, l'évaluation de la conformité (essais, certification, inspection, etc.), l'accréditation, la surveillance des marchés, les systèmes de gestion de la qualité et de l'environnement, et la métrologie. Le Groupe de travail est ouvert à tous les États membres de l'ONU, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales reconnues par le Conseil économique et social des Nations Unies. Des représentants du secteur privé peuvent également en faire partie, à condition d'être désignés par le chef de la délégation d'un État membre ou d'être invités par le secrétariat.</p> <p>On trouvera de plus amples renseignements sur les travaux de la CEE/ONU en matière de bonnes pratiques réglementaires à l'adresse suivante: http://www.unece.org/.</p>
2009	<p>What UNECE does for you ... UNECE works for better and convergent regulations (Ce que la CEE/ONU fait pour vous ... la CEE/ONU œuvre pour des réglementations meilleures et convergentes)</p> <p>http://www.unece.org/trade/wp6/AreasOfWork/RegulatoryCooperation/RegulatoryCooperation-Brochure.pdf</p>
2009	<p>A Common Regulatory Language for Trade and Development (Un langage commun en matière de réglementation pour le commerce et le développement)</p> <p>http://www.unece.org/publications/oes/TRADE.CommonRegulatoryTradeDev.E.pdf</p>

OCDE	<p>Le programme de l'OCDE sur la réforme réglementaire vise à aider les gouvernements à améliorer la qualité de la réglementation. Il s'agit de réformer les réglementations qui créent des obstacles non nécessaires à la concurrence, à l'innovation et à la croissance, tout en faisant en sorte que les réglementations servent efficacement d'importants objectifs sociaux. Des efforts visant à atteindre cet objectif sont faits dans quatre domaines: recommandations pratiques, examens par pays⁷, débats thématiques et coopération avec les pays non membres.</p> <p>Pour de plus amples renseignements sur les travaux de l'OCDE en matière de réforme réglementaire, voir à l'adresse suivante: http://www.oecd.org/topic/0,3699,fr_2649_37421_1_1_1_1_37421,00.html</p>
2009	<p>Indicateurs de systèmes de gestion réglementaire, rapport 2009, Comité de la politique de la réglementation</p> <p>http://www.oecd.org/dataoecd/44/37/44294427.pdf</p>
2009	<p>L'analyse d'impact de la réglementation: un outil au service de la cohérence des politiques, publications de l'OCDE, Paris.</p> <p>http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/governance/l-analyse-d-impact-de-la-reglementation_9789264067127-fr</p>

⁷ À ce jour, 23 examens de pays membres de l'OCDE ont été menés, ainsi que trois examens de pays non membres: la Russie (2005), le Brésil (2008) et la Chine (2009).

OCDE (suite)	2005	Principes directeurs pour la qualité et la performance de la réglementation http://www.oecd.org/dataoecd/19/51/37318586.pdf
	1997	Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant l'amélioration de la qualité de la réglementation officielle, y compris la Liste des critères de référence de l'OCDE pour la prise de décision en matière réglementaire et Note d'information. http://www.oecd.org/dataoecd/17/25/2391768.pdf
	1995	Recommandations concernant l'amélioration de la qualité de la réglementation officielle http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=OCDE/GD(95)95&docLanguage=en%20

III. MEMBRES

4. Les tableaux ci-après présentent un choix de renseignements relatifs aux bonnes pratiques réglementaires soumis par des Membres au Comité OTC. Les éléments essentiels sont résumés et présentés sous forme de points. Les renseignements sont rangés dans l'ordre alphabétique et dans l'ordre chronologique inverse (en partant du plus récent).

5. En résumé, les Membres ont souligné:

- a) l'importance fondamentale de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes dans le contexte de l'élaboration de la réglementation, ainsi que le besoin de processus de consultation qui soient inclusifs;
- b) l'importance d'une coopération intérieure/nationale, selon une approche englobant tous les niveaux de l'administration publique;
- c) l'importance des analyses et des examens, et la nécessité de prendre en considération d'autres mesures possibles, y compris la possibilité de ne pas réglementer;
- d) les avantages que présente le recours à l'analyse d'impact de la réglementation pour faciliter la prise de décisions en matière de réglementation;
- e) les avantages d'un système réglementaire réactif, y compris la capacité de détecter les problèmes naissants;
- f) les avantages d'une réglementation fondée sur les propriétés d'emploi;
- g) l'importance de la simplicité dans la réglementation;
- h) le fait que les bonnes pratiques réglementaires sont une composante importante des initiatives de renforcement des capacités;
- i) le fait que l'élaboration d'un "guide" des bonnes pratiques réglementaires pourrait être particulièrement utile aux pays en développement; et
- j) le fait que la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation est une composante importante des bonnes pratiques réglementaires.

Brésil	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Efficacité:</i> Pour être efficaces, les réglementations doivent être solides sur les plans juridique, politique, économique et social. Elles doivent être conformes à la législation et doivent tenir compte des dimensions socioéconomiques et environnementales de leur impact sur la société. L'efficacité de la réglementation dépend aussi de son caractère rationnel, en cela qu'elle doit s'appuyer sur des bases scientifiques et doit rester dans les limites nécessaires pour répondre aux besoins de la société. Elle doit aussi être appliquée au plus proche des citoyens. • <i>Impartialité:</i> Les règlements techniques doivent être impartiaux, clairs et rédigés dans un langage accessible à tous. Leur application doit également être impartiale et des situations similaires doivent être traitées de façon similaire. • <i>Moralité:</i> Les réglementations doivent se fonder sur, et être guidées par, les principes de la morale publique et doivent respecter les engagements des pouvoirs publics ainsi que les accords internationaux tant bilatéraux que multilatéraux. Elles doivent respecter les principes de la libre concurrence, de la loyauté du commerce et de la facilitation des investissements. • <i>Transparence:</i> Les réglementations doivent être transparentes et toutes les parties prenantes doivent y être associées.
2008	<p>The Brazilian Guide on Good Regulatory Practices (Guide brésilien des bonnes pratiques réglementaires)</p> <p>http://www.inmetro.gov.br/qualidade/pdf/guia_ingles.pdf</p>
2008	<p>Boas Práticas Regulatórias: Guia para o Programa de Melhoria do Processo de Regulamentação da Anvisa (Bonnes pratiques réglementaires: Guide pour un programme d'amélioration du processus de réglementation de l'Agence nationale de surveillance sanitaire Anvisa)</p> <p>http://www.anvisa.gov.br/institucional/anvisa/pmr/GuiaBPReg.pdf</p>
Canada	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Réglementation fondée sur les propriétés d'emploi:</i> La réglementation fondée sur les propriétés d'emploi fixe l'objectif à atteindre (par la mesure), au lieu de prescrire les moyens de l'atteindre. Il faudrait mettre l'accent sur la réalisation de l'objectif visé plutôt que de partir du postulat que tel instrument, par exemple une loi ou un règlement, est le meilleur moyen de parvenir à cette réalisation. • <i>Réglementation fondée sur des données concrètes:</i> La réglementation est meilleure si elle s'appuie sur une analyse des risques et des coûts-avantages, et sur une mesure et une évaluation des résultats. Plus l'analyse sera faite avec rigueur et discipline et plus la réglementation sera efficace et efficiente. • <i>Analyse d'impact de la réglementation (RIA):</i> La RIA est un outil pratique qui permet de faciliter la prise de décisions en matière de réglementation, en mettant l'accent sur les objectifs visés. • <i>Coopération en matière de réglementation:</i> La coopération en matière de réglementation a aidé à identifier d'autres méthodes possibles pour s'attaquer à des problèmes et à des objectifs communs.

Canada (suite)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Renforcement des capacités:</i> Les bonnes pratiques réglementaires peuvent être une composante importante des initiatives de renforcement des capacités, en particulier en ce qui concerne les systèmes d'examen des réglementations.
Novembre 2007	Projets entrepris sous l'égide du Fonds de développement de la concurrence Canada-Costa Rica – Système national de qualité du Costa Rica G/TBT/W/283 (Communication présentée conjointement avec le Costa Rica)
Mars 2006	Faire avancer le débat sur le choix des instruments au titre des bonnes pratiques réglementaires G/TBT/W/264
Juin 1998	Expériences nationales en matière de règlements techniques G/TBT/W/71
Travaux en cours	Nombreuses directives et nombreux documents d'appui sur la réglementation, y compris mais non limitativement la <u>Directive du cabinet sur la rationalisation de la réglementation</u> , les <u>énoncés de triage</u> , le <u>résumé de l'étude d'impact de la Réglementation (REIR)</u> et le <u>Guide d'analyse coûts-avantages du Canada</u> . www.regulation.gc.ca

Colombie	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Analyse d'impact de la réglementation (RIA):</i> Une réglementation ne devrait être adoptée que dans la mesure où elle est nécessaire en fonction du risque associé aux produits, et en conformité avec les normes internationales. L'évaluation de l'impact de la réglementation est l'un des éléments essentiels de l'élaboration d'une réglementation efficace. • <i>Équivalence:</i> L'adaptation réciproque pourrait être facilitée par l'établissement d'une procédure qui favorise l'équivalence des réglementations entre deux pays Membres de l'OMC ou, à défaut, qui mette en lumière les lacunes des processus de réglementation. • <i>Coopération régionale:</i> La coopération dans le domaine de la normalisation au niveau régional (dans le cas de la Colombie, au niveau de la Communauté andine) peut permettre d'établir une équivalence entre certaines normes facultatives, qui peuvent être utilisées comme point de départ pour l'élaboration de règlements techniques.
Octobre 2006	Quatrième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce G/TBT/W/269
Juin 2004	Expérience de la Colombie en ce qui concerne les bonnes pratiques réglementaires G/TBT/W/239

Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Examen du coût des autres mesures possibles:</i> L'évaluation de la réglementation d'un pays passe par une analyse des autres solutions possibles. Une évaluation complète suppose l'examen des coûts et des conséquences potentiels de chaque option possible, aussi bien pour le pays qui a élaboré la réglementation que pour les pays qui doivent la respecter. Lors de l'évaluation des coûts et des conséquences d'une réglementation, deux grandes catégories de coûts devraient être prises en considération: d'une part, le coût qu'implique le respect de cette réglementation et, d'autre part, le coût engagé pour fournir la preuve de ce respect. Le second est souvent supérieur au premier. • <i>Renforcement des capacités:</i> Les bonnes pratiques réglementaires peuvent être une composante importante des initiatives de renforcement des capacités, en particulier en ce qui concerne les systèmes d'examen des réglementations.
Novembre 2007	Projets entrepris sous l'égide du Fonds de développement de la concurrence Canada-Costa Rica – Système national de qualité du Costa Rica G/TBT/W/283 (Communication présentée conjointement avec le Canada)
Juin 2006	Quatrième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce G/TBT/W/266

États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Transparence et responsabilité:</i> L'ouverture, la transparence et la responsabilité dans la conception et l'application des règlements sont fondamentales si l'on veut que le public ait confiance en l'approche retenue pour traiter un problème particulier identifié. • <i>Coordination:</i> L'élaboration et l'application des règlements techniques et des prescriptions connexes d'évaluation de la conformité sont souvent du ressort d'un large éventail d'organismes de réglementation. La coordination et la coopération sont importantes pour garantir de bonnes pratiques réglementaires et le respect des obligations découlant de l'Accord OTC. Les mécanismes de coordination et de liaison intragouvernementales avec les parties non gouvernementales concernées sont indispensables. • <i>"Intégration" des obligations en matière d'OTC:</i> Pour assurer le respect au niveau national des obligations découlant de l'Accord, un Membre aurait besoin d'une législation, d'une politique ou d'un autre mécanisme administratif fournissant des orientations concrètes propres à garantir que tous les organismes "intègrent" les obligations en matière d'OTC lors de l'élaboration, de la révision ou de l'application des règlements techniques et des prescriptions connexes relatives à la conformité. • <i>Détermination de la nécessité d'un règlement:</i> Un processus ouvert et transparent d'examen du caractère nécessaire d'un règlement permet de prendre de meilleures décisions. Des analyses soignées constituent des outils extrêmement utiles dans le processus décisionnel. Si le processus est correctement suivi, le public et les autres administrations publiques y participeront mieux et les règlements seront beaucoup moins susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce.
------------	---

États-Unis (suite)	
2011	Stratégie en matière de réglementation: Décret n° 13563 du Président des États-Unis http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/01/18/improving-regulation-and-regulatory-review-executive-order Remarques de M. Cass R. Sunstein, Administrateur du Service de l'information et de la réglementation (OIRA) des États-Unis, Bureau de la gestion et du budget (OMB), sur le thème de la réglementation. http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/omb/inforeg/speeches/economic-growth-public-protection-03152011.pdf
2009	Bonnes pratiques réglementaires: Rôle d'une bonne coordination du gouvernement central dans la mise en œuvre de l'Accord OTC <i>Recommandations des États-Unis pour le cinquième examen triennal</i> G/TBT/W/315
2008	Déterminer la nécessité de réglementer <i>Communication des États-Unis sur les caractéristiques essentielles de leur processus réglementaire</i> G/TBT/W/285
2005	Bonnes pratiques réglementaires G/TBT/W/258
2003	Troisième examen triennal de l'Accord OTC <i>Communication présentée dans le contexte du troisième examen triennal</i> G/TBT/W/220
2001	Étiquetage <i>Bonnes pratiques réglementaires en matière d'étiquetage</i> G/TBT/W/165

Hong Kong, Chine	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Équivalence:</i> Hong Kong, Chine, a cité des exemples de normes dans le domaine des jouets et des articles pour enfants pour illustrer la manière dont une mise en œuvre effective du principe d'équivalence peut faciliter les échanges.
Novembre 2000	Équivalence – Document sur les expériences nationales – Ordonnance relative à l'innocuité des jouets et des articles pour enfants G/TBT/W/148

Mexique	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Élaboration d'un guide:</i> Certains problèmes d'accès aux marchés résultent d'une mise en œuvre incorrecte des obligations de fond énoncées dans l'Accord OTC. Une solution à ce problème pourrait consister à établir un guide des bonnes pratiques réglementaires, qui permettrait aux Membres de déterminer à l'avance la mesure dans laquelle leurs réglementations satisferaient aux obligations au titre de l'Accord OTC. Un tel guide pourrait être particulièrement utile pour les pays en développement. • <i>Représentativité et consensus:</i> Les secteurs que l'on considère comme touchés par l'application de normes et règlements techniques, tant au niveau national qu'à l'étranger, devraient participer à l'élaboration et à la modification éventuelle desdits règlements et normes.
----------------	--

Mexique (suite)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Transparence:</i> À des fins de transparence et de facilité d'accès aux réglementations, il faudrait s'assurer que toute partie intéressée puisse avoir accès au contenu des projets et des versions finales des documents en question. Tous les sujets couverts par les règlements techniques devraient être publiés en un lieu unique et leur publication devrait faire l'objet d'une notification au Comité OTC. • <i>Analyse et examen:</i> Des efforts devraient être faits pour garantir que les réglementations ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser les objectifs légitimes visés. Une analyse des incidences socioéconomiques des réglementations et un examen périodique sont nécessaires à cet effet. • <i>Justification:</i> Afin de garantir que les règlements techniques ne soient pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire, il est important de procéder à des analyses d'impact de la réglementation (AIR) pour étudier les conséquences juridiques, économiques et sociales des règlements qui seront publiés. • <i>Harmonisation:</i> Les règlements et normes techniques devraient être compatibles avec les normes internationales ou les parties pertinentes de ces normes, excepté lorsqu'elles ne constituent pas un moyen efficace ou approprié d'atteindre l'objectif légitime qui est recherché.
Juin 2009	Cinquième examen triennal de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce G/TBT/W/313
Novembre 2004	Bonnes pratiques de réglementation G/TBT/W/248
Mai 2003	Troisième examen triennal de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce G/TBT/W/209
Nouvelle-Zélande	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Réactivité:</i> Un système réglementaire réactif et efficace par rapport aux coûts permet d'anticiper les problèmes et les possibilités futurs, et s'adapte rapidement et efficacement. Un tel système doit être à même d'identifier et d'analyser les enjeux nouveaux. • <i>Coordination interne:</i> La coordination interne est primordiale pour les Membres qui cherchent à mettre en œuvre de manière effective les principes des bonnes pratiques réglementaires et à honorer leurs obligations internationales. Elle constitue en outre une base essentielle pour la réussite de la coopération internationale en matière de réglementation. Le Forum des organismes de réglementation néo-zélandais est un modèle pour la coordination en matière de réglementation entre les différentes entités administratives nationales. Il favorise une plus grande cohérence entre les autorités chargées de la réglementation, les organismes infrastructurels et les responsables politiques, ce qui permet une approche des bonnes pratiques réglementaires qui englobe tous les niveaux de l'administration publique.

Nouvelle-Zélande (suite)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Identification du problème:</i> La première étape du processus d'élaboration des règlements techniques devrait consister à identifier clairement le problème à traiter. Si le problème est défini de manière précise, les pouvoirs publics risquent moins de choisir une solution inappropriée ou d'ignorer des solutions plus efficaces, et la probabilité d'une réglementation excessive est également plus faible. • <i>Examen des autres solutions possibles:</i> Pour que l'intervention des pouvoirs publics soit conforme à l'objectif énoncé dans l'Accord OTC, qui est de mettre en place un bon système d'élaboration de règlements, il est important de définir et d'évaluer toutes les solutions réalisables. • <i>Transparence:</i> Le processus d'élaboration des règlements techniques devrait être aussi transparent que possible.
2011	Bonnes pratiques de réglementation <i>Exposé présenté par la Nouvelle-Zélande à la 6^{ème} conférence de l'APEC sur les bonnes pratiques de réglementation</i> http://aimp.apec.org/Documents/2011/SCSC/CON1/11_scsc_con1_003.pdf
2009	Cinquième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce <i>Observations concernant les propositions examinées à la réunion du Comité OTC des 25 et 26 juin 2009</i> JOB(09)/74
2008	Le Forum des organismes de réglementation: exemple néo-zélandais de coordination en matière de réglementation intérieure G/TBT/W/294
1997	Prescriptions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce concernant l'élaboration, l'adoption et l'examen des règlements techniques <i>Communication de la Nouvelle-Zélande</i> G/TBT/W/44

Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Guide pour une bonne réglementation:</i> Une bonne réglementation vise à assurer une <i>protection</i> appropriée sans entraîner involontairement d'effets nocifs. Elle vise aussi à favoriser l'innovation, la croissance, la formalisation et l'amélioration des résultats commerciaux en réduisant le coût de l'activité commerciale et en créant un environnement attractif pour l'investissement privé. • <i>Principales questions à se poser lorsqu'on envisage d'adopter une réglementation:</i> <ul style="list-style-type: none"> ○ Quel est le problème ou le risque auquel on essaie de faire face? ○ Qui est concerné par ce problème ou cette question? ○ Dispose-t-on de données fiables sur la gravité et l'étendue du problème/du risque auquel on cherche à faire face? ○ Les pouvoirs publics peuvent-ils, de manière réaliste, espérer résoudre le problème? ○ Que se passera-t-il si aucune mesure n'est prise? Quel sera le risque? ○ Quel est le résultat souhaité? Est-on certain de l'atteindre par la réglementation?
----------------	---

<p>Ouganda (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Quelle mesure autre que la réglementation pourrait être efficace? ○ Comment les entreprises – et en particulier les petites entreprises –, les services publics, les populations les plus pauvres et l'environnement seront-ils affectés par la réglementation proposée? ○ Comment la réglementation sera-t-elle gérée et appliquée en l'espèce? Si sa mise en application paraît trop difficile ou coûteuse, d'autres options sont-elles préférables? ○ Comment d'autres options potentielles pourraient-elles être gérées et financées? ○ Le type de réglementation envisagé serait-il compatible avec les engagements internationaux? <ul style="list-style-type: none"> • <i>Bien comprendre et définir le problème:</i> définir le problème consiste notamment à expliquer, preuves à l'appui, sa gravité et son étendue ainsi que les raisons pour lesquelles il a surgi et la manière dont la réglementation proposée va permettre de le résoudre. • <i>Évaluation des risques:</i> Déterminer quelle est la gravité du danger auquel on cherche à faire face. L'évaluation des risques aide à comprendre quels sont les différents risques associés à une situation particulière, quels contrôles peuvent être nécessaires et quelle est la forme qu'ils devraient prendre. • <i>Examen d'autres solutions possibles:</i> Pour chaque problème, il existe un éventail de solutions possibles. L'adoption d'une nouvelle loi peut être l'une de ces solutions, mais elle n'est pas nécessairement la meilleure. Parmi les solutions autres que la réglementation, on peut mentionner, entre autres: le maintien du statu quo, la révision de la réglementation existante, l'amélioration de l'information et de l'éducation; l'introduction de systèmes basés sur le volontariat, l'adoption de directives ou de codes de pratiques, l'autorégulation, le recours à des mesures d'incitation ou de désincitation économique ou à des systèmes d'assurance fondés sur les risques ou de tarification du risque. • <i>Thèmes centraux pour la conception de réglementations efficaces:</i> Simplicité et transparence. Éviter de faire peser une charge inutile sur les entreprises; utiliser, chaque fois que cela est possible, des réglementations axées sur des objectifs précis, responsabiliser les pouvoirs publics et trouver un équilibre entre les risques, les coûts et les avantages pratiques. • <i>Évaluation de l'impact de la réglementation:</i> Une analyse des bénéfices et des coûts probables liée à l'introduction d'une nouvelle politique ou d'une nouvelle réglementation aide à mieux comprendre toutes les répercussions de cette réglementation sur la société. En déterminant qui sera gagnant et de combien et qui sera perdant et de combien, il sera possible de prévoir l'accueil que la population réservera à la nouvelle loi et les effets en cascade qui en résulteront. Il sera aussi possible de savoir quels groupes particuliers seront susceptibles d'être affectés de manière disproportionnée ou inéquitable.
-------------------------------	---

<p>Union européenne</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Réglementation basée sur les propriétés d'emploi:</i> Les réglementations fondées sur les propriétés d'emploi sont plus facilement adaptables et encouragent l'innovation. • <i>Proportionnalité, efficacité, nécessité:</i> Le processus d'élaboration des réglementations devrait garantir que, tout en pouvant servir des objectifs légitimes, une réglementation ne soit pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser ces objectifs. L'application du principe de proportionnalité devrait garantir que la nécessité et l'efficacité des mesures prises soient évaluées au regard de l'objectif poursuivi. • <i>"Meilleure réglementation"/simplification:</i> La mise en place d'une meilleure réglementation suppose de simplifier les réglementations existantes, d'améliorer le processus de préparation des nouvelles réglementations et de travailler à l'allègement de la charge réglementaire. • <i>Coopération dans le domaine de la réglementation:</i> La coopération entre les pays dans le domaine de la réglementation peut être considérée comme un élément de bonne pratique réglementaire. Elle peut aider à éviter les obstacles non nécessaires au commerce et à faire en sorte que les mesures prises ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. • <i>Analyse d'impact de la réglementation (RIA):</i> La RIA est un important outil d'évaluation des implications économiques, sociales et environnementales potentielles de la réglementation, et de sélection des réglementations en fonction de leur incidence potentielle sur la concurrence et la compétitivité. Elle devrait également viser à simplifier la réglementation dans la mesure du possible et inclure l'étude de la possibilité de ne pas réglementer.
<p>2011 (Mis à jour régulièrement)</p>	<p>Mieux légiférer dans l'Union européenne http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/index_fr.htm (Site Web thématique proposant des renseignements exhaustifs et des liens vers tous les documents de réglementation et de politique générale, ainsi que les études réalisées par la Commission européenne ou en son nom sur le thème "Mieux légiférer")</p>
<p>2010</p>	<p>Communication de la Commission européenne: "Une réglementation intelligente au sein de l'Union européenne" (COM(2010)543 final) http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0543:FIN:FR:PDF</p>
<p>2009</p>	<p>Troisième examen stratégique du programme "Mieux légiférer" dans l'Union européenne (COM(2009) 15 final) http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0015:FIN:EN:PDF Lignes directrices de la Commission européenne pour l'évaluation de l'impact de la réglementation http://ec.europa.eu/governance/impact/commission_guidelines/commission_guidelines_fr.htm</p>
<p>2005</p>	<p>Bonnes pratiques réglementaires G/TBT/W/254</p>
<p>2003</p>	<p>Évolution récente à la Commission européenne dans le domaine de l'amélioration de la réglementation G/TBT/W/219</p>
<p>2002</p>	<p>Cadre d'action pour la facilitation des échanges dans les domaines de la normalisation et de l'évaluation de la conformité: une panoplie d'instruments G/TBT/W/173/Add.1</p>

Autres documents portant directement sur les pratiques réglementaires	
Brésil	Bonnes pratiques réglementaires – Expériences nationales G/TBT/W/267, juin 2006
Chili	Réunions de 2004 sur la politique de la concurrence et la déréglementation concernant l'APEC JOB(04)/163, novembre 2004
Japon	Présentation du débat sur les bonnes pratiques réglementaires dans le cadre de l'APEC G/TBT/W/223, juillet 2003
